

Drogues licites

2009

17

Charente-Maritime

		Charente- Maritime	France	Rang_du dépt / à l'ensemble des dépts
ALCOOL				
Consultations dans les centres spécialisés en alcoologie (CCAA) (1)	Nombre	1 461	140 701	37
	Pour 1 000 habitants de 20 à 70 ans	3,9	3,5	48
Usage régulier alcool à 17 ans (2)	Pour cent	11	9	
Interpellations pour ivresse sur la voie publique (3)	Nombre	825	76 423	31
	par 10 000 habitants de 20 à 70 ans	22,1	19,1	29
Accidents corporels avec alcool (4)	Nombre	102	6551	15
	Part des accidents corporels avec alcool dans ens. accidents corporels au taux d'alcoolémie connu, en %	11,2	11,0	67
Décès avant 65 ans attribuables à l'alcool (5)	Nombre	94	6 875	25
	Pour 10 000 habitants de 40 à 64 ans	4,5	3,3	10
TABAC				
Usage quotidien de tabac à 17 ans (2)	Pour cent	37	29	
Ventes de cigarettes (6)	En milliers	647 708	54 985 410	28
	par habitant (tous âges)	1 063	860	7
Ventes de tabac roulé (6)	En kilos	129162	7257451	15
	par habitant (tous âges)	211,9	113,5	6
Décès avant 65 par tumeurs de la trachée, des bronches et des poumons (7)	En nombre	133	11 814	30
	Pour 10 000 habitants de 40 à 64 ans	6,3	5,7	31

Drogues illicites

2009

17

Charente-Maritime

		Charente-Maritime	France	Rang du dépt / à l'ensemble
Usage régulier de Cannabis à 17 ans (2)	Pour cent	9	7	
Interpellations pour usage de cannabis (8)	Nombre	811	124 100	39
	Pour 10 000 habitants de 15 à 44 ans	38,9	49,0	44
	Taux de croissance par rapport à l'année antérieure (en %)	-12,3	-6,2	60
Recours aux CSST (9)	Nombre	1 311	111 655	26
	Pour 10 000 habitants de 20 à 39 ans	99,3	67,1	13
Ventes de Stéribox® (10)	En nombre d'unités	53 369	2 425 114	12
	Pour 100 habitants de 20 à 39 ans	40,4	14,6	3
	Taux de croissance des ventes de Stéribox® par rapport à l'année antérieure (en %)	1,7	-6,5	19
Ventes de Subutex® (11)	En nombre de boîtes	67 006	3 962 388	18
	Pour 100 habitants de 20 à 39 ans	50,8	23,8	3
	Taux de croissance des ventes de Subutex® par rapport à l'année antérieure (en %)	18,9	2,8	8
Ventes de Méthadone® (12)	En nombre de flacons	111863	7393981	17
	Pour 100 habitants de 20 à 39 ans	84,8	44,4	16
	Taux de croissance des ventes de Méthadone® par rapport à l'année antérieure (en %)	17,95	-2,02	14
Décès par surdoses (13)	En nombre	1	287	non classé
	Pour 100 000 habitants de 20 à 39 ans	0,8	1,7	non classé
Interpellations pour usage d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy (8bis)	En nombre	64	11 204	49
	Pour 10 000 habitants de 20 à 39 ans	4,8	6,7	43
	Taux de croissance par rapport à l'année antérieure (en %)	-59,5	-13,0	91

Population

2009

17

Charente-Maritime

	Charente-Maritime	France
Population totale (14)	609 500	63 960 000
Population des 40-64 ans (14)	210 338	20 893 911
Population des 20-39 ans (14)	131 975	16 642 648
Population des 15-44 ans (14)	208 456	25 319 293

Notes :

La base est alimentée avec les dernières données disponibles.

Des décalages dus aux délais de publication de certaines séries statistiques expliquent que l'année de consultation et l'année des sources puissent ne pas concorder.

(1) Nombre de consommateurs d'alcool venus consulter dans les centres de cure ambulatoire en alcoologie (CCAA) ; Rapports d'activité des CCAA - 2008

Ensemble des personnes consommatrices (actuellement ou antérieurement) vues au moins une fois (file active) au cours de l'année de référence dans les CCAA. Les CCAA sont des établissements médico-sociaux spécialisés dans la prise en charge des personnes en difficulté avec leur consommation d'alcool. Il en existait environ 230 en 2005. Les deux tiers de ces structures sont en gestion associative et un tiers en gestion hospitalière. Les chiffres proviennent des rapports d'activité que doivent transmettre chaque année ces structures aux Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

Les données disponibles ne sont pas exhaustives. Chaque année, certains rapports ne sont pas transmis ou ne sont pas exploitables. Le taux de réponse était en 2005 de plus de 90 % mais il a été plus faible auparavant. En l'absence de données pour une structure, c'est la dernière file active connue qui est utilisée. Il est rare de ne pas disposer de données pour un centre pendant plus d'une année.

Limites :

- cet indicateur ne dénombre pas la totalité des personnes en difficulté avec l'alcool venues chercher de l'aide auprès de professionnels de la prise en charge des conduites addictives. Les personnes en difficulté avec l'alcool s'adressent également au système de soins généraliste, médecins de ville ou aux hôpitaux ne disposant pas d'un CCAA. Le nombre de ces personnes n'est pas connu précisément au niveau national et encore moins au niveau régional ou départemental
- des personnes peuvent être comptées plusieurs fois si elles ont fréquenté plusieurs centres au cours de l'année.

(2) Source Escapad (OFDT) - 2008

Enquête sur la consommation de substances psychoactives auprès de jeunes âgés de 17-18 ans, lors de la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD)

Biais de couverture : Absence des jeunes de nationalité étrangère résidents sur le territoire français et des jeunes ne participant pas à la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) (mais le caractère quasi-obligatoire de la JAPD lui assure une bonne participation, estimée à 90 % en 2003)

(3) Source DGNP/DGGN/PP - 2009

L'ivresse publique manifeste Article L.3342-1 (ex L.76 du CDB) : "une personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, est, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin ou dans une chambre de sûreté, pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré la raison".

Seules les cas d'ivresse publique et manifeste donnant lieu à une infraction ou une intervention de police-secours

Année : 2009 Indicateurs Départementaux Département: Charente-Maritime
sont comptabilisées par :

- DGPN : Direction Générale de la Police Nationale (Ministère de l'Intérieur) comptabilise le nombre d'interventions pour dégrèvement suite au constat d'une ivresse publique et manifeste pour les services de police nationale

- DGGN : Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (Ministère de la Défense) comptabilise le nombre annuel d'infractions constatées par les services de gendarmerie et de la Préfecture de police de Paris.

Limites : comme toutes les statistiques d'activité, ces données sont susceptibles de varier en fonction des priorités des services en charge de cette activité. Devant toute variation importante et brusque des données, il importe de s'interroger sur l'existence de causes tenant aux politiques suivies nationalement ou localement par les administrations concernées.

(4) Source Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière (ONISR) – [acci_alc_a]

Nombre d'accidents dans lesquels au moins un des conducteurs impliqués a un taux d'alcoolémie $\geq 0,5g/l$ de sang, rapporté au nombre d'accidents corporels.

Biais de couverture :

- certains Bulletins d'Analyse d'Accidents Corporels (BAAC) ne sont pas remplis ou ne sont pas transmis à l'ONISR
- l'alcoolémie (dépistage - résultat) n'est pas forcément connue (prise de sang impossible du fait de la gravité de l'accident, résultat de la prise de sang inconnu, refus (rare))

Limites :

la comparabilité des données entre départements ou régions repose sur l'hypothèse que les accidents avec alcoolémie inconnue se répartissent de façon identique entre alcoolémie positive et négative sur tout le territoire.

(5) Source Institut National de la Santé Et de la Recherche Médicale (INSERM) / Registre national des causes de décès (Cépidc) – 2007

Sont comptabilisés les décès avant 65 ans attribuable à l'alcool, hors cancers des voies aérodigestives :

- troubles mentaux et du comportement liés à la consommation d'alcool
- cirrhose

Limites : les décès directement attribuables à l'alcool sont la conséquence de consommations débutées 15 à 20 ans auparavant et ne reflète pas forcément la situation actuelle de la consommation d'alcool. Le niveau de consommation de la génération précédente influence très certainement le niveau de consommation de la génération suivante. Néanmoins, l'attitude vis-à-vis de l'alcool a connu des évolutions qui peuvent survenir d'une façon différente suivant les régions.

(6) Source Altadis Distribution - 2009

Mesure les sorties des grossistes en direction des buralistes, pour la France métropolitaine (hors Corse).

Limites : Altadis-distribution n'approvisionne pas les buralistes des DOM, de Corse et n'est pas l'unique distributeur en Lorraine. Ces données restent cependant représentatives du marché puisque Altadis distribue environ 98% des volumes de cigarettes en France, soit pour son compte (marques Altadis) soit pour les compte des fabricants installés hors de France.

(7) Source Institut National de la Santé Et de la Recherche Médicale (INSERM) / Registre national des causes de décès (Cépidc) – 2007

Sont comptabilisés les décès avant 65 ans par tumeurs de la trachée, des bronches, et des poumons

(8) Source Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants OCRTIS - 2009

Nombre d'interpellations pour usage de cannabis.

Limites : le nombre de faits constatés en matière d'Infractions à la Législation des Stupéfiants (ILS) dépend en partie de l'activité des services de police, de gendarmerie et des douanes et ne reflète que partiellement l'ampleur du phénomène

Attention données 2006 incomplètes pour le département de Paris et la région Ile de France : absence de l'activité de la police urbaine de proximité, ne sont recensés en 2006 que les procédures directement traitées par la Brigade des Stupéfiants de Paris (BSP)

(8bis) Source Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants OCRTIS - 2009

Nombre d'interpellations pour usage de cocaïne, d'héroïne, ou d'ecstasy sur l'année.

Limites : le nombre de faits constatés en matière d'Infractions à la Législation des Stupéfiants (ILS) dépend en partie de l'activité des services de police, de gendarmerie et des douanes et ne reflète que partiellement l'ampleur du phénomène

Attention données 2006 incomplètes pour le département de Paris et la région Ile de France : absence de l'activité de la police urbaine de proximité, ne sont recensés en 2006 que les procédures directement traitées par la Brigade des Stupéfiants de Paris (BSP)

(9) Nombre de consommateurs de drogues illicites venus consulter dans les structures de soins; Rapports d'activité des centres spécialisés de soins en toxicomanie (CSST) - 2008

Jusqu'en 2004 : Enquête DREES du mois de novembre sur la prise en charge des toxicomanes dans les structures sanitaires et sociales. Les chiffres se rapportent aux recours recensés durant le mois de novembre dans les CSST, les hôpitaux et certains établissements sociaux (centres d'hébergement et de réinsertion sociale par exemple) et suivant le département de domicile des usagers. Cette enquête a été menée pour la dernière fois en 2003.

Depuis 2005, Source Rapports d'activité des Centres Spécialisés de Soins aux Toxicomanes (CSST)

Les chiffres se rapportent aux recours recensés durant l'année dans les CSST.

Il existait environ 210 CSST en ambulatoire et environ 40 CSST avec hébergement en 2005. Les deux tiers des CSST en ambulatoire sont en gestion associative et un tiers en gestion hospitalière. Les chiffres proviennent des rapports d'activité que doivent transmettre chaque année ces structures aux Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

Les données disponibles ne sont pas exhaustives. Chaque année, certains rapports ne sont pas transmis ou ne sont pas exploitables. Le taux de réponse était en 2005 de plus de 90 % mais il a été plus faible auparavant. En l'absence de données pour une structure, c'est la dernière file active connue qui est utilisée. Il est rare de ne pas disposer de données pour un centre pendant plus d'une année.

Limites :

- cet indicateur ne dénombre pas la totalité des personnes en difficulté avec l'alcool venues chercher de l'aide auprès de professionnels de la prise en charge des conduites addictives. Les personnes en difficulté avec les drogues illicites s'adressent également au système de soins généraliste, médecins de ville ou aux hôpitaux ne disposant pas d'un CSST. Le nombre de ces personnes n'est pas connu précisément au niveau national et encore moins au niveau régional ou départemental ;
- des personnes peuvent être comptées plusieurs fois si elles fréquentent simultanément plus d'un centre.

(10) Source SIAMOIS : Système d'information sur l'accessibilité au matériel officinal d'injection stérile - 2009

Siamois : Système d'information sur l'accessibilité au matériel officinal d'injection stérile

Stéribox® : trousse de prévention contenant 2 seringues 1 ml Beckton Dickinson, 1 flacon d'eau stérile, 1 tampon alcoolisé, 1 préservatif et des messages de prévention ; jusqu'en oct-nov 1999.

Stéribox II® à partir d'octobre 99 : 2 seringues 1ml Beckton Dickinson, 1 flacons eau stérile, 1 tampon alcoolisé, 1 préservatif + message prévention ; 2 stericups (récipient + filtre stérile)

Limites : les seringues vendues en pharmacie représentent entre 80 et 90% de l'offre totale de seringues.

Les programmes d'échange de seringues en distribuent entre 10% et 20% selon des estimations réalisées en 1996. Bonne qualité et fiabilité des données pour la vente des seringues en pharmacie. Par contre le nombre de seringues distribuées dans les programmes d'échange de seringues n'a pas été ré estimé depuis plusieurs années.

(11) Source SIAMOIS : Système d'information sur l'accessibilité au matériel officinal d'injection stérile - 2009

Le Subutex® est vendu sous différents conditionnements. Pour éviter de fournir des chiffres pour chacun des conditionnements l'ensemble des quantités vendues est exprimé en nombre de boîtes "théoriques" de 7 comprimés dosés à 6 mg, jusqu'en 2006.

A partir de 2007, l'ensemble des quantités vendues est exprimé en nombre de boites "théoriques" de 7 comprimés dosés à 8 mg.

Il ne s'agit pas du nombre de personnes à qui ces traitements ont été prescrits.

(12) Source SIAMOIS : Système d'information sur l'accessibilité au matériel officinal d'injection stérile - 2009

La Méthadone® est vendue sous différents conditionnements.

Année : 2009

Indicateurs Départementaux

Département: Charente-Maritime

L'ensemble des quantités vendues est ici exprimé en nombre de flacons "théoriques" de 60 mg. Il ne s'agit pas du nombre de personnes à qui ces traitements ont été prescrits.

(13) Source Inserm/CépiDc - 2007

OCRTIS : Office central de la répression du trafic illicite de stupéfiants

Tout décès par surdoses de drogues illicites et médicaments ainsi que les accidents divers directement et immédiatement liés aux conditions d'administration de la substance, constatés par un service de police ou de gendarmerie sur le territoire national

Limites : les données de l'OCRTIS ne couvrent que les décès qui sont portés à la connaissance des services de police ou des unités de gendarmerie. En principe le constat d'un décès non expliqué ou dans lequel des substances illicites peuvent être impliquées doit entraîner l'ouverture d'une procédure judiciaire. Il semble cependant avéré que les services de police n'ont pas connaissance de tous les décès par surdoses.

Par ailleurs, les décès par surdose des ressortissants français constatés à l'étranger ne sont pas comptabilisés.

(14) Source Estimation de population au 1er janvier - 2008